

POLITIQUE CULTURELLE

# Les enfants-loups

Luc Caregari

**En créant le « Kulturpass », le Luxembourg a enfin compris que les sphères culturelles et sociales n'étaient pas séparables.**

Ce fut une des grandes avancées que promettait la ministre de la culture Octavie Modert après les dernières élections : la création d'un « Kulturpass », une sorte de carte d'accès aux musées, aux théâtres et autres institutions culturelles subventionnées au profit de personnes qui de par leur budget devraient considérer la culture comme un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre. Or, l'accès à la culture est tout sauf un luxe - c'est un droit fondamental. Un droit qui dans nos pays voisins, comme la France, la Belgique mais aussi l'Autriche est respecté depuis des décennies. Là-bas, l'accès à la culture est non seulement facilité pour les couches de population précaires, mais le monde culturel s'est aussi tourné vers ces personnes en les invitant à des projets auxquels ils peuvent s'identifier. Tandis qu'au Luxembourg, on est loin du compte.

Ce n'est qu'à partir de mars 2010 que le Luxembourg a commencé à distribuer ces passeports culturels aux gens qui en ont fait la demande. « Le succès de la mesure a été énorme », assure Claudine Bechet-Metz, présidente de l'association « cultur'all »,

qui gère la distribution des cartes. « En un mois, nous avons pu distribuer dans les 1.000 cartes », ajoute-t-elle. Pour accéder au pass, il faut être éligible à l'allocation de vie chère, une aide que reçoivent les personnes qui vivent avec un minimum de 1.685 euros nets par mois. « Si on fait la demande - mais encore faut-il savoir qu'on peut recevoir cette aide - le ministère envoie en supplément un formulaire pour le 'Kulturpass'. C'est par ce biais que nous avons pu totaliser ce chiffre », explique-t-elle. En effet, si on prend en considération que le maximum de cartes par mois que le ministère entend délivrer est de 1.500, on gratte déjà au maximum.

Pourtant, un passeport culturel n'est pas la garantie absolue de pouvoir accéder gratuitement ou à un prix très réduit (1,50 euros pour les théâtres et concerts) à toutes les manifestations. « Les maisons culturelles s'imposent des contingents de places à donner aux porteurs du passeport culturel. S'il est dépassé, les réservations seront impossibles, mais ils pourront toujours essayer à la caisse du soir », admet Claudine Bechet-Metz.

Cela veut-il dire que les institutions culturelles luxembourgeoises si bien subventionnées seraient radines quand il s'agit de faire entrer les in-

digents ? Pas tout à fait, car le « Kulturpass » contient un hic supplémentaire pour les institutions culturelles : l'Etat, en occurrence le ministère de la culture, ne remplace pas la différence. Ils risquent donc - dans un contexte de crise - d'avoir un certain manque à gagner, tandis que l'Etat peut se doter d'une image de bienfaiteur social. Pourtant, les différentes maisons sont loin de considérer le « Kulturpass » comme un cadeau empoisonné. « Certes, il y a eu des grognements dans les rangs, mais au final, je crois que c'est une très bonne initiative », considère René Penning, l'administrateur de la Kulturfabrik et président de l'asbl « Réseau luxembourgeois des centres culturels décentralisés » (voir woxx 990). Et de poursuivre : « Pour l'instant, aucune personne détentrice du 'Kulturpass' ne s'est présentée à la Kulturfabrik. Nous n'avons pas de grands échos dans les autres centres culturels non plus. De toute façon, il est bien trop tôt pour tirer un bilan, le projet ayant même débuté avec un certain retard, car le ministère avait promis l'installation du passeport culturel à partir de janvier, voire février. Au plus tôt, nous pourrions tirer un premier bilan, au mois de juillet ». Toujours est-il, comme le concède aussi René Penning, que si les différents centres éprouveraient des dif-

ficultés de viabilité de leur budget à cause de trop d'usages du passeport culturel, ces derniers devraient en négocier avec le ministère.

## L'accès n'est qu'un début

De toute façon, les centres culturels luxembourgeois ne risquent pas de se faire submerger par des gueux réclamant d'accéder aux temples culturels de l'élite du pays. Pour comparaison, on peut prendre l'exemple de l'Autriche qui connaît depuis des années un système semblable - mais qui a mis cinq ans avant de fonctionner vraiment. Comme en a témoigné une intervenante originaire de la république des Alpes à la table ronde « Which Culture against Exclusion », qui s'est tenue vendredi dernier au centre culturel de rencontre abbaye de Neumünster. Cette manifestation hautement intéressante a aussi été l'occasion de voir ce qui se passe dans les autres pays de l'Union européenne, et de prendre en considération le retard traditionnel que notre pays a accumulé entre temps quand il s'agit de concepts innovants, surtout en matière sociale.

C'est l'intervention de Jean Hurstel, fondateur et président de l'association « Banlieues d'Europe » qui a retenu le plus l'attention de l'audi-

toire. Et pour cause, non seulement Jean Hurstel a une expérience en la matière depuis une bonne trentaine d'années, mais il profite aussi d'une vue d'ensemble sur la problématique. Dans son intervention, il a insisté sur le fait que la culture est la composante la plus importante de l'identité sociale d'un individu et qu'il ne convenait donc pas de parler de « la » culture, mais d'« une » culture propre à chaque individu. Et que l'exclusion culturelle se doublait toujours d'exclusion sociale - ce dont témoigne le confinement dans leurs banlieues de pans entiers de la population européenne. Un confinement donc pas uniquement géographique, mais total. Plus intéressant encore, Hurstel a stigmatisé les « fausses solutions », les recours, ô tellement luxembourgeois, à l'événementiel pour pallier la situation. Il prône en revanche une confrontation directe avec les quartiers et les populations qui y vivent. Celle-ci pourrait mener à une prise de conscience de la richesse et de la diversité culturelle de notre société que beaucoup de gens - même appartenant aux sphères du business culturel - ne soupçonnent même pas. Son crédo, c'est la création d'une culture participative, qui inclut toutes les populations au lieu de n'en représenter qu'une frange. Car on ne consomme

généralement que la culture à laquelle on peut s'identifier, ce qui généralement exclut la possibilité de découvrir des choses intéressantes. Car, toujours selon Hurstel, la culture participative n'est pas dépourvue de risques : « L'accès à la culture peut aussi se retourner contre l'ordre dominant », a-t-il conclu son intervention. En effet, une mise en question de la culture dominante par un accès actif - donc au-delà d'un bon geste patriarcal de l'élite - peut mettre en question cette dernière et la changer profondément. Car l'attitude actuelle considère les exclus de la sphère culturelle un peu comme des enfants-loups, c'est-à-dire des sujets sans aucune culture, ni éducation.

Mais une fois encore, le Luxembourg est loin du compte. Pourtant, en consultant les études qui ont été faites sur les pratiques culturelles et sociales au grand-duché, on constate qu'il y a du pain sur la planche. Une étude du Ceps sur « Les sorties culturelles des jeunes de 6 à 19 ans », parue en janvier 2009 constate des « taux de fréquentation du simple au double selon que l'on se situe en bas ou en haut de la pyramide sociale ». D'autres études sur la jeunesse comme « Pirls » mènent à des considérations semblables. Ce n'est donc pas que notre pays soit une exception

culturelle à cet égard, mais le problème est toujours le même : un retard, voire même une absence totale de prise en considération de la part des autorités.

Pourtant, les bonnes volontés ne manquent pas. Précisons simplement que l'association « cultur'all », qui gère le programme, ne travaille pour l'instant qu'avec des bénévoles et ne peut même pas installer une permanence. « Alors qu'il faudrait définitivement les conventionner avec le ministère de la culture, de façon à ce qu'ils puissent employer trois à quatre personnes », estime René Penning. Aussi, Claudine Bechet-Metz estime que le « Kulturpass » ne peut être qu'un premier pas vers des changements fondamentaux de nos pratiques culturelles : « Il faut élargir et faire fonctionner nos réseaux avec le monde

des travailleurs sociaux. Il faudra que tous soient informés sur l'existence du passeport culturel et que des liens se tissent et des projets spécifiques soient lancés ».

Comme presque toujours, la volonté est là, il ne manque que les moyens. Car, en définitive, une telle pratique d'accès à la culture devrait être évidente, surtout dans un pays qui se complaît tellement dans ses symboles coûteux estampillés « culture ». C'est carrément le devoir de ces institutions et centres culturels d'inclure toute la population, sinon on pourrait dire un jour qu'ils ont raté leur cible.

Plus d'infos: [www.culturall.lu](http://www.culturall.lu)



Un premier pas vers une meilleure prise en compte des réalités socio-culturelles vient d'être franchi.